

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères

Arrêté du [ ]

**portant application du décret n° [...] du [...] portant dérogations aux garanties minimales de durée du travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale**

NOR : [...]

**Le ministre des affaires étrangères, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,**

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, notamment son article 1er ;

Vu le décret n°2002-94 du 21 janvier 2002 relatif à la rémunération des astreintes et des interventions effectuées par certains agents du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° 2012-1511 du 28 décembre 2012 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° [...] du [...] portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2002 fixant les taux de rémunération des astreintes et des interventions effectuées par certains agents du ministère des affaires étrangères ;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2002 relatif aux cycles de travail des personnels du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère des affaires étrangères en date du 31 mai 2012 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 5 septembre 2012 ;

**Arrêtent :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les agents du centre de crise dont le temps de travail déroge aux garanties minimales définies à l'article 3 du décret du 25 août 2000 susvisé, en application du décret du [...] susvisé, bénéficient :

- de compensations horaires sous la forme de jours ARTT et de jours de récupération au titre des horaires variables en application de l'arrêté du 21 janvier 2002 relatif aux cycles de travail des personnels du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale ;
- d'une compensation financière, au titre du régime indemnitaire qui leur est applicable et, le cas échéant, sous la forme d'une indemnité d'astreinte et d'intervention au sens du décret du 21 janvier 2002 susvisé.

## **Article 2**

Les missions à l'étranger effectuées par des agents du ministère des affaires étrangères, à l'initiative du centre de crise, dans le cadre de la gestion des crises mentionnées à l'article 1er du décret du [...], donnent droit à un repos compensateur de :

- pour les missions d'1 à 4 jours : 1 journée ;
- pour les missions de 5 à 8 jours : 2 journées ;
- pour les missions de 9 à 14 jours : 3 journées ;
- pour les missions allant au-delà de 14 jours : 4 journées.

La durée de la mission inclut le temps de trajet.

Ces journées de récupération sont prises dans les deux jours ouvrés suivant le retour de mission.

## **Article 3**

Le directeur général de l'administration et le directeur du centre de crise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le [ ].

Le ministre des affaires étrangères,

Laurent FABIUS

La ministre de la réforme de l'Etat, de la  
décentralisation et de la fonction publique

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre  
de l'économie et des finances, chargé  
du budget

Bernard CAZENEUVE